

8 octobre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Brest, notamment sur la construction des sous-marins nucléaires, mardi 8 octobre 1985.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Brest, cet hôtel de ville, ce n'est pas la première fois que j'ai l'honneur de m'y rendre et d'y être reçu par les élus municipaux.

- J'ai pu aussi, comme M. le maire a bien voulu le rappeler, un peu plus loin, tout à côté, m'occuper et prendre des décisions touchant à la défense de la France mais intéressant directement le sort de votre collectivité. Il y a donc déjà longtemps que j'ai connu le Brest de l'après-guerre, sans ignorer les drames vécus ici-même, ville de pointe significative de la France, avancée par la configuration géographique, exposée aux coups et aux menaces, identifiée à de larges fractions de l'Histoire de la France et je ressens profondément l'importance que revêt cette ville pour notre pays.

- L'énumération que vous avez faite, monsieur le maire, des principaux soucis qui sont les vôtres - enfin qui sont ceux des Brestois - est impressionnante. Certes, il était plus normal que vous rapportiez ici-même ce qui reste à faire que ce qui a été fait. C'est dans l'ordre des choses. Beaucoup a été fait cependant, mais ma charge et celle de ceux qui me suivront sera de veiller au présent, à l'avenir et non pas constamment de se pencher sur le passé, c'est l'histoire qui écrira ces pages.

- Eh bien ! oui, vous avez devant vous, monsieur le maire, mesdames et messieurs les conseillers municipaux, mesdames et messieurs, vous avez de vastes chantiers correspondant à vos espérances. Cela représente beaucoup d'argent et j'aperçois que l'on se tourne beaucoup, par nécessité, je le sais - car vous ne rechignez pas devant l'ouvrage vous-mêmes et devant les responsabilités - mais on se retourne beaucoup vers l'Etat et l'Etat, lui, a des charges réparties sur tout le territoire. Il a à préserver un budget, à veiller à ne pas accroître la charge fiscale des contribuables, bref, il n'est pas aisé, en l'espace de quelques années de répondre à l'ensemble de vos propositions. Mais, s'il existe un contrat entre l'Etat et la Région, d'une part et, d'autre part, si je fais cette observation pour commencer ce n'est pas non plus pour vous refuser ce qui me paraît être un devoir primordial : c'est vrai que l'Etat a un devoir particulier de solidarité à l'égard de Brest et de son environnement, qui représente aujourd'hui une population considérable. C'est vrai que l'Etat doit assumer ce devoir de solidarité et que je suis venu dans cet -état d'esprit, c'est-à-dire d'écouter, de comprendre, de savoir et d'agir.\

Donc vous avez rappelé l'affaire des sous-marins nucléaires. J'avais en effet constaté, dès le point de départ, informé par notre Etat-major de la difficulté où se trouvait, disons l'essentiel de notre force de dissuasion qui est sur les sous-marins et répond à la définition stratégique puisqu'ils peuvent aller à l'intérieur des mers partout dans le monde, ce qui les éloigne tout-à-fait de la définition dans laquelle on a essayé de leur confiner dans les conférences de Genève, une sorte de rôle de force intermédiaire, c'est-à-dire à moyenne distance. Et le nombre de sous-marins, d'une part continuer le sixième - ce que nous avons fait, pour l'achever - d'autre part lancer le septième, qui sera achevé dans les années 1992 - 1993, c'était la seule façon pour nous d'assurer une mobilité constante à cette force car il y a la période de repos. il y a la période de

... assurer une présence constante à cette force, à la période de repos, à la période de contrôle, il y a les carénages, il y a les réparations, de telle sorte que, si la France ne disposait pas en permanence d'au moins trois sous-marins sillonnant les océans, elle ne serait pas en mesure de répondre à l'objectif qu'elle s'est fixé. Désormais, à partir du septième, nous serons véritablement en mesure de répondre à cette obligation nationale. J'ajoute que ce sous-marin, qui sera donc construit dans les conditions que vous savez, représentera un type nouveau. Les premiers et le dernier en date, celui au lancement duquel je suis allé assister il n'y a pas si longtemps, correspondent à un type technique, à un profil, à des conditions qui s'améliorent de l'un à l'autre mais qui répondent à un modèle qui date d'il y a 25 ans. Le prochain, lui, sera le début d'un nouveau modèle, sera même en avance sur toutes les autres techniques du monde et il faut dire que dans ce domaine comme dans les autres, cela va vite, c'est-à-dire que l'on est assez rapidement distancé par ceux qui, dans d'autres pays, à leur tour, s'attaquent à la construction d'une flotte sous-marine.

- On n'imagine pas l'importance de ce sous-marin. Si, j'imagine que vous, à Brest, vous le savez, parce que cela fait partie des choses fondamentales de votre ville qui symbolisent même l'action de votre ville et de vos travailleurs £ mais on n'imagine pas toujours, dans le reste de la France, l'importance que cela représente puisque l'essentiel de nos charges nucléaires, dans le domaine de la dissuasion stratégique, se trouve concentré sur ces sous-marins et donc, principalement, sur la ville ou l'environnement de Brest.\

A partir de là, c'est toute la sécurité de la France qui en dépend. Il faut que l'on comprenne mon intransigeance sur ce -plan, dès lors que, ici ou là, on conteste le droit de la France d'organiser sa sécurité selon ce qu'elle considère comme nécessaire. On pouvait, c'était mon cas, il y a vingt ans, estimer qu'une autre stratégie était possible mais, dès lors que la continuité assumée a fait que notre défense toute entière a décidément reposé sur cette forme de dissuasion, on ne peut pas priver la France de cette dissuasion sans la priver de défense. Et c'est pourquoi, dans les années 1977, j'ai décidé de soutenir ce qui était tout simplement la défense nationale de la France, du moins ce qu'elle était devenue.

- Je vous parle de cela ici parce que je m'adresse à des citoyennes et à des citoyens qui vivent avec plus de proximité de ce type de problème qui échappe, il faut le dire, à beaucoup et je continuerai. Je n'admettrai pas que la France soit privée, pour quelque raison que ce soit, de moyens de sécurité et de défense, au demeurant purement défensifs, bien évidemment, dans notre cas. Nul ne peut en douter, alors que quatre autres grands pays et surtout les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique mais aussi la Grande-Bretagne et la Chine en disposent.

- C'est pourquoi tout le long de la chaîne, depuis l'expérience qui permet de connaître exactement la puissance, la valeur des armes en question, jusqu'à leur transport - c'est ce qui se passe avec les sous-marins nucléaires - jusqu'à, bien entendu, tout ce qui permet de connaître la portée, tout ce qui permet aussi de résister à la détection adverse, tout cela fait partie d'un ensemble et renoncer à l'un des éléments c'est renoncer au tout. C'est sous cet aspect là, mesdames et messieurs, que je vous demande de comprendre, mais je suis sûr que vous n'en doutez pas, que la France doit se montrer intransigeante, non pas avec arrogance, avec insolence à l'égard de quiconque mais interdire aux autres d'empiéter sur la juste et normale souveraineté d'un pays comme le nôtre. En tout cas, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, nous continuerons notre route, il faut bien que cela soit entendu un peu partout dans le monde.

- Je ne suis pas venu spécialement à Brest pour parler de cela, c'est la première réflexion de monsieur le maire de Brest qui m'y a fait penser. Après tout, dans un voyage comme celui-ci, dans un pays comme la Bretagne, il n'y a pas de sujet interdit et surtout lorsqu'il s'agit d'un sujet qui intéresse tous les Français.\

Alors vous avez vos problèmes. Le premier c'est celui de l'emploi. On le retrouve dans toute la France, vous avec une acuité particulière pour des raisons que je connais, étant bien entendu qu'on se retourne vers moi parce que, spécialement à Brest, en raison de la -nature des travaux qui s'y exécutent, qui s'y effectuent, l'Etat est plus intéressé qu'ailleurs. La puissance publique, comme dans la plupart des ports, et spécialement dans des ports comme on dit "de guerre" avec l'armée, la marine, représentent un élément déterminant dans l'activité locale.

- Cependant il ne faut pas oublier que la décentralisation, cela existe, que la région cela existe, que le département cela existe, que la commune cela existe, que les syndicats de commune cela existe, que les Chambres de commerce cela existe, que les Corps consulaires cela existe, et que ces organismes aussi ont de plus en plus des responsabilités correspondant à leurs compétences et qu'ils doivent disposer des financements correspondants selon la part qui leur est attribuée par la loi.

- Je reconnais, et tout ce que je vous dirai ce matin sera éclairé par cette remarque initiale, que ce que j'ai appelé la solidarité nationale à l'égard de Brest prend une coloration particulière par le fait même que charger ces collectivités dont je viens de vous parler et elles-seules, de remettre à flot l'entreprise Brestoïse - l'entreprise dans son terme générique ou général "brestoïse" - cela serait trop lourd pour vos seules épaules, en raison même, j'y reviens toujours, de la -nature même de cette ville et de son destin historique.

- Il faut se mettre au travail les uns les autres. Il faut en discuter, monsieur le maire, développer comme l'ont fait d'ailleurs vos élus régionaux - développer la discussion. Que l'Etat s'il n'est pas suffisamment informé le soit davantage, c'est ce que vous venez de faire. Mais je suis pas le gouvernement. Quelques fois on confond naturellement, je ne sais pas pourquoi. Mais je ne suis pas le gouvernement. Je suis capable de transmettre au gouvernement et le cas échéant lui donner quelques conseils. Donc une rencontre comme celle-ci peut être et, je l'espère, sera utile. Vous avez étudié l'ensemble des questions, depuis le bassin de carénage jusqu'à l'hôpital public. Comment voulez-vous que je vous réponde comme cela. Ce serait de ma part bien imprudent et puis ce n'est pas mon rôle. Mais croyez-moi l'ensemble des données que vous avez fournies sera l'objet de ce que j'ai appelé "ce pacte de solidarité nationale" pour, avec et autour de Brest.

- Il suffit, d'ailleurs, de circuler dans cette ville. Cela m'est arrivé, dans les voyages officiels. Ce n'est pas une bonne façon de faire du tourisme, mais il m'arrive, comme citoyen, comme promeneur, comme touriste, comme vous, comme amoureux de la France, de circuler par là et j'ai bien souvent parcouru vos rues. C'est vrai que Brest a été marqué, un moment même défiguré, terriblement sacrifié par la guerre. Et pour retrouver l'âme de ce pays, il faut que ceux qui y vivent - et je sais que vous êtes comme cela pour la plupart - aient un grand amour pour leur ville. Ils veulent absolument la magnifier, ils veulent lui apporter cette âme un moment dissipée par les désastres que nous avons connus.

- Tout ce que vous avez dit, monsieur le maire, peut y contribuer. Les projets sont bons et il n'y a pas à dire a priori ceci doit être écarté. Dans l'économie générale de la France nous devons planifier, nous devons étaler dans le temps. Et croire que l'on pourrait agir autrement et que tout d'un coup voir s'élever les bâtiments, s'édifier les entreprises, retrouver les emplois que vous souhaitez très justement, ce serait se faire marchand d'illusions.

- Mais, voilà, la Bretagne n'est pas démunie de moyens. C'est le deuxième voyage que je fais dans cette belle région et je constate qu'un peu partout les initiatives et les énergies ont obtenu de très remarquables résultats. On a déjà dit dix fois, cela va faire une onzième fois oui, c'est vrai la Bretagne en l'espace de quelques décennies est la région qui a connu le plus grand développement de l'Europe tout entière, en tout cas dans le Marché commun. Je me demande quels seraient les autres pays en dehors du Marché commun qui auraient pu connaître un développement supérieur. C'est vrai que la Norvège avec son pétrole depuis quelque temps connaît un boom dont elle ne sait trop que faire.

- Mais enfin, nous, quand on voit la Bretagne, lorsqu'on la visite, on se rend compte que cela existe. Je ne pense pas que les vertus bretonnes s'arrêtent juste à la frontière de la Commune de Brest quand même. Vous avez déjà démontré le contraire. De très loin, on le sait. Moi aussi je suis de l'Ouest, mais plus au sud. J'ai toujours vécu dans l'idée que Brest était une des villes de France où il y avait le plus d'énergie, de caractère et de possibilités.

Bon, mais l'emploi qu'on me demande, l'emploi s'il a perdu beaucoup de terrain depuis la crise, c'est-à-dire depuis 1974, d'une façon accélérée pendant les 7 premières années, puisque c'est passé de 300000 à 170000, pour ensuite continuer une progression comme l'ensemble de l'Ouest européen, c'est une maladie européenne malheureusement, pour passer ensuite de 170000 à 210000.

1700000 à 2400000, certes une courbe infléchie, mais quand même, un accroissement du désastre, cela est dû quand même à certaines causes. Ce sont ces causes qu'il faut analyser. On imagine mal l'état dans lequel se trouvait l'industrie dans les années 1975 à 1980. Cette sorte d'indigence qui a voulu que si bien dans le privé que dans le public, on abandonne au point de ne pas adapter ces industries à la concurrence internationale. Si ce sont les produits japonais ou américains, parfois allemands qui envahissent nos marchés, ce n'est pas par hasard, ce n'est pas pour rien. C'est parce que ces marchandises sont produites généralement à meilleur marché et souvent de meilleure qualité que celles que nous étions capables de produire. J'observe depuis quelques années de toutes parts une volonté et un progrès qui permet désormais dans certains domaines à la France de retrouver le premier rang et d'être en tout cas dans la compétition. C'est cet effort qu'il faut poursuivre. C'est une rude patience. Ceux qui en souffrent directement, les vrais victimes de crise, ce sont les chômeurs. On le sait bien, ce sont les vrais victimes. Nous avons d'abord, lorsqu'il s'agit d'entreprises dépassées et inadaptées la compétition moderne, nous avons d'abord un devoir de solidarité. Ce devoir de solidarité, l'Etat l'assume, la puissance publique et puis aussi les collectivités locales.

- Mais pour ce qui concerne le renouveau industriel, il faut savoir qu'il ne sert à rien d'entretenir l'illusion d'entreprises qui ne sont plus en mesure d'assumer leurs responsabilités économiques. Il faut hardiment transformer, orienter, moderniser tout l'appareil industriel et donc former les femmes et les hommes qui seront en mesure de maîtriser les métiers qu'il feront.

- Voilà pourquoi la priorité des priorités c'est la formation des femmes et des hommes, en même temps que la modernisation de l'instrument. Tous le reste c'est une façon d'égarer l'opinion publique. Et c'est finalement tromper les travailleurs. Ce sont les travailleurs qui auront le premier bénéfice et puis leurs enfants après eux. Le premier bénéfice à la modernisation et à la formation des plus jeunes étant bien entendu que la formation doit désormais accompagner toute la vie, puisque même on voit, et j'en suis très heureux, à partir du troisième âge, et même de l'âge de la retraite, hommes et femmes, donc ayant atteint un âge certain, continuer dans des universités qui se développent un peu partout, de former leur esprit.

- Telle est la leçon du monde moderne, mesdames et messieurs, car muni du dossier que vous voulez bien me fournir, le rapportant à Paris, saisissant le gouvernement et le Premier ministre, j'espère être en mesure de vous apporter quelques réponses utiles.

- Et là s'arrêtera mon dialogue avec vous sur ce -plan, car il faut que chaque chose s'organise dans le domaine des compétences de chacun.\

Monsieur le maire, mesdames et messieurs, je vous remercie de votre accueil. Il faut dire que la Bretagne s'est parée des belles couleurs aujourd'hui, après un peu d'hésitation dans le début de la matinée d'hier, ce qui n'enlevait rien d'ailleurs à l'agrément et à la chaleur de l'accueil. Je dirai même, qu'ici à Brest en particulier - je serai tout à l'heure à Morlaix - que, par je ne sais quelle avancée de la saison, les feuilles d'automne avaient tendance à se précipiter à mon passage un peu plus tôt que prévu. Est-ce que cela est dû aux rigueurs, aux ardeurs du soleil de ce bel automne ? Mais croyez-moi, ce qui est important, une fois que l'on cherche bien à comprendre, les raisons de l'inquiétude, comprendre, oui, et vouloir répondre à cette inquiétude, je ne fais rien d'autre et vous-mêmes, là où vous êtes, élus lorsque vous l'êtes, vous responsables des professions, des syndicats, des corps consulaires, que faites-vous d'autre que d'y penser, d'agir en conséquence, c'est notre travail commun et si j'assume la principale charge, et j'en tire honneur, j'estime aussi en avoir la première responsabilité et je la revendique devant le pays. Alors en certaines circonstances sachons dépasser ce qui risque de freiner l'action. Sachons travailler là où il le faut pour le bien commun. Personnellement je me sens à l'aise avec chacune, avec chacun d'entre vous. Je suis aussi bien informé que vous, bien entendu, de ce qui sépare les groupes humains, de ce qui divise nos sociétés, ce qui s'appelle aussi, elle est parfaitement légitime, la politique locale ou nationale. Mais je ne veux pas prononcer des paroles pour rien. Je suis convaincu que dans un domaine comme celui de l'emploi, de la modernisation industrielle comme sur le -plan de la défense nationale, il y a là un consentement et une volonté à laquelle la France tout entière doit pouvoir se rassembler.

- Vive Brest !

Vive Breizh !

- Vive la Bretagne !

- Vive la République !

- Vive la France !\